

**Antoine Bondaz, doctorant en sciences politiques,
chercheur à l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (Irssem)**

La Corée du Nord prête au changement ?



Le 15 avril, Kim Jong-eun présidait le défilé militaire du 100^e anniversaire de la naissance de son grand-père, Kim Il-sung. À cette occasion, le nouveau leader délivrait son premier discours public, annonçant que « les Nord-Coréens n'auraient plus à se serrer la ceinture ».

La mort de Kim Jong-il, le 17 décembre 2011, a relancé les suppositions quant à un effondrement possible du régime nord-coréen. Il n'en a rien été. La succession qui a mené Kim Jong-eun au pouvoir, amorcée en réalité dès début 2009 après l'accident vasculaire cérébral de son père, et officialisée en septembre 2010, s'est faite en douceur. La Corée du Nord demeure un régime avec un leader suprême à sa tête. Kim Jong-eun s'est considérablement renforcé au premier semestre 2012, acquérant tous les anciens titres de son père et adoptant une nouvelle communication politique, ouverte et paternaliste, à l'image de celle de son grand-père. Le désormais maréchal a clairement repris en main l'armée au profit du Parti des travailleurs, notamment en nommant un proche, Choe Ryong-hae,

à la vice-présidence de la puissante commission militaire centrale, et en limogeant le chef d'état-major, le vice-maréchal Ri Young-ho.

L'improbable dénucléarisation

Dans le domaine du nucléaire, Kim Jong-eun s'inscrit dans la continuité. Il entend conserver l'héritage de son père (enrichissement au plutonium révélé en 2002 et à l'uranium en 2010) ayant fait de la Corée du Nord une « nation forte et prospère », objectif officiel depuis 1998. Cela a été rappelé par le ministre des Affaires étrangères fin août, qui, répondant à un rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique, a annoncé vouloir développer le programme nucléaire « au-delà de l'imagination », laissant ouverte la possibilité d'un troisième test après ceux de 2006 et 2009. Les sanctions internationales mises en place par les résolutions 1718

et 1874 du Conseil de sécurité montrent ainsi leurs limites. Dans un contexte d'équilibre régional mis à mal, notamment par l'essor économique sud-coréen, cette capacité nucléaire répond à une aspiration permanente du régime et à une volonté d'indépendance qui se décline en trois temps : Kim Il-sung avait permis l'indépendance politique tandis que Kim Jong-il, par sa politique de priorité à l'armée, a atteint l'indépendance militaire. Reste désormais à Kim Jong-eun de franchir un troisième palier et d'accéder à l'indépendance économique du pays.

Le tournant des réformes économiques

Lors des commémorations du 100^e anniversaire de la naissance de Kim Il-sung, en avril, le nouveau premier secrétaire du Parti des travailleurs a annoncé que « les Nord-

Coréens n'auraient plus jamais à se serrer la ceinture ». La nomination de sa tante, Kim Kyong-hui, au poste clé de l'industrie légère; la visite de son oncle, Jang Song-taek, en Chine en août, sur le thème des réformes économiques; le possible retour en grâce de l'ancien Premier ministre réformateur Pak Pong-ju; les nombreuses visites de terrain de Kim Jong-eun ou encore la réunion inattendue du Parlement le 25 septembre laissent à penser que des réformes majeures sont à attendre. Cependant, la dépendance économique vis-à-vis de Pékin s'est gravement accrue depuis 2008. La Chine représente désormais plus de 70% du commerce extérieur nord-coréen tandis que la Corée du Sud, autrefois partenaire principal, n'en représente plus que 25%. L'indépendance économique de Pyongyang passera nécessairement par une diminution du poids économique chinois en Corée du Nord, ce qui réduira d'autant l'influence de Pékin.

Vers une reconfiguration diplomatique

Dans son testament politique, Kim Jong-il aurait mis en garde son fils contre le poids grandissant de la Chine dans la péninsule et lui aurait ordonné d'éviter « d'être exploité par la Chine ». La Corée du Nord entend écartier toute relation de « vassalité » vis-à-vis de son voisin et garantir sa liberté d'action. Cependant, le soutien inconditionnel chinois, qu'il soit politique, économique ou humanitaire, reste indispensable au régime. De son côté, la Chine se rend compte que son influence est limitée : elle n'a ainsi pas pu empêcher le dernier essai balistique, le 13 avril. Pékin avait alors montré son agacement en suspendant provisoirement le renvoi des réfugiés illégaux nord-coréens dans leur pays d'origine.

Le regain de tension provoqué par la Corée du Nord en 2009 et surtout, en 2010, avec le torpillage de la corvette sud-coréenne *Cheonan* et le bombardement de l'île de Yeonpyeong a forcé le rapprochement avec Pékin, alors seul soutien possible pour Pyongyang. S'il veut garder une marge de manœuvre, Kim Jong-eun devra réussir à rééquilibrer les relations extérieures

de son pays. 2012 est une année de transition en Asie du nord-est avec des élections ou des successions politiques importantes dans tous les États, Japon excepté, et Pyongyang pourrait en profiter. Le départ, en décembre prochain, de Lee Myung-bak, actuel président sud-coréen et artisan d'une ligne dure, pourrait permettre aux relations intercoréennes de prendre un nouveau tournant. Bien que l'opération *Odyssey Dawn*, en Libye au printemps 2011, ait renforcé la méfiance vis-à-vis de Washington, de nouvelles négociations, succédant à celles ayant mené à l'accord mort-né dit du *Leap Day Deal* le 29 février, pourraient reprendre. Si la relation avec le Japon reste tendue, des négociations ont eu lieu fin août, une première depuis quatre ans. Pyongyang pourrait enfin accélérer la réalisation du projet russe de pipeline

nales. Cette petite puissance économique et démographique dispose d'un énorme effet de levier régional. En manipulant et en utilisant les différends entre ses voisins, Pyongyang a réussi à garantir la survie du régime. Si l'on exclut un effondrement soudain du régime, trois scénarios d'un possible changement sont identifiables. Le premier, celui de réformes radicales venant de l'intérieur, est peu crédible car cela mettrait en cause les fondements et la légitimité même du régime. Un deuxième se baserait sur des garanties de sécurité apportées par Washington et la signature d'un traité de paix mettant fin à la guerre de Corée (seul un armistice a été signé en 1953 avec la Corée du Sud et les États-Unis). Mais, bien que souhaitées par Pyongyang, ces deux conditions n'assureraient en rien la



Le 23 novembre 2011, sur l'île de Yeonpyeong, des Marines sud-coréens participaient à un exercice commémorant le 1^{er} anniversaire du bombardement de l'île par les Nord-Coréens.

dans la péninsule coréenne. Ce projet, discuté lors du voyage de Kim Jong-il en Russie à l'été 2011, permettrait à Moscou de revenir sur la scène nord-est asiatique. Quant à l'Union européenne, déjà exclue des pourparlers à six (Chine, États-Unis, Russie, Japon et deux Corée), sa doctrine dite de l'engagement critique apparaît comme insuffisante pour éviter sa marginalisation. Une implication plus forte de Bruxelles sur le dossier nord-coréen est indispensable afin de défendre au mieux ses intérêts dans la région.

La Corée du Nord défie les concepts traditionnels des relations internatio-

dénucléarisation du pays. Un troisième scénario, centré sur un véritable accord entre la Chine et les États-Unis, apparaît comme la seule solution viable. Il signifierait alors le début d'une ère nouvelle de coopération et non de confrontation régionale. Il faut reconnaître qu'il est difficile d'être tout à fait optimiste quant à une normalisation de la Corée du Nord et une baisse durable des tensions. L'incertitude stratégique dans la région la plus dynamique au monde n'en est alors que renforcée. ■

Les propos de cette rubrique n'engagent que leur auteur.